

NEWMONT LASOURCE

Société par Actions Simplifiée
au capital de 12.955.710,60 euros
Siège Social : 153, rue de Courcelles - 75017 Paris

R.C.S. Paris B 382 461 325

STATUTS

Statuts mis à jour conformément à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mai 2006

Newmont LaSource
153, rue de Courcelles
75017 Paris - France
Tél. + 33 (0) 1 47 66 61 00
Fax + 33 (0) 1 47 66 02 00

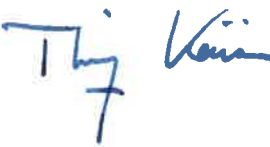

THIERRY KAÏOUN
DIRECTEUR GENERAL
2 AVRIL 2012

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE		4
<u>TITRE I</u>		
ARTICLE 1.	FORME	5
ARTICLE 2	OBJET	5
ARTICLE 3	DENOMINATION SOCIALE	5
ARTICLE 4	SIEGE SOCIAL	5
ARTICLE 5	DUREE	6
<u>TITRE II</u>		
ARTICLE 6	CAPITAL SOCIAL	6
ARTICLE 7	AUGMENTATION - REDUCTION DE CAPITAL	6
ARTICLE 8	FORME DES ACTIONS-DROITS ATTACHES AUX ACTIONS	6
ARTICLE 9	TRANSMISSION DES ACTIONS	7
<u>TITRE III</u>		
ARTICLE 10	PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	7
ARTICLE 11	CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
<u>TITRE IV</u>		
ARTICLE 12	COMPETENCE DES ASSOCIES	11
ARTICLE 13	DECISIONS DES ASSOCIES -QUORUM-MAJORITE	11
ARTICLE 14	PROCES-VERBAUX	13
<u>TITRE V</u>		
ARTICLE 15	COMMISSAIRES AUX COMPTES	13
<u>TITRE VI</u>		
ARTICLE 16	EXERCICE SOCIAL	14
ARTICLE 17	INVENTAIRE - COMPTES ET BILAN	14
ARTICLE 18	FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT	14
ARTICLE 19	MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES	15
<u>TITRE VII</u>		
ARTICLE 20	PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL	15
ARTICLE 21	DISSOLUTION - LIQUIDATION	15
<u>TITRE VIII</u>		
ARTICLE 22	CONTESTATIONS	16
<u>TITRE IX</u>		
ARTICLE 23	NOMINATIONS - REVOCATIONS	17

TITRE PREMIER

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Suivant acte sous-seing privé en date du 28 mai 1991 à Neuilly, la présente société a été constituée sous forme de société anonyme.

La Société a été transformée en société par actions simplifiée par décision unanime des actionnaires prise en Assemblée Générale Ordinaire en date du 3 mars 1997.

La Société est en conséquence une société par actions simplifiée, régie par les dispositions de la loi n° 99-587 du 12 juillet 1999, par le Code de Commerce et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

les activités de recherche et d'exploitation minières et métallurgiques, y compris les carrières et minéraux industriels, le traitement, la transformation et la commercialisation des produits issus de ces activités, directement ou indirectement au moyen de filiales et de participations,

et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient (industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, civiles, commerciales ou autres) pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **NEWMONT LASOURCE**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social et du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à 153, rue de Courcelles - 75017 Paris

Il peut être transféré à tout moment en un autre lieu du territoire de la République française.

Une décision collective des associés prise conformément aux présents statuts est nécessaire en cas de transfert hors des limites géographiques du département du siège social.

ARTICLE 5 - DUREE

La société a été immatriculée pour la première fois le 19 juillet 1991 au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, pour une durée expirant le 19 juillet 2090, sauf prorogation ou dissolution anticipée décidée conformément aux présents statuts.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS – ASSOCIES

ARTICLE 6 – APPORTS - CAPITAL SOCIAL

6.1 Apports

Au terme d'une convention de fusion en date du 22 juin 2004, définitivement approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juillet 2004, il a été transmis à la société à titre de fusion l'ensemble du patrimoine actif et passif d'un montant net négatif de (844.667) euros de la société Newmont LaSource Développement, société par actions simplifiée au capital de 38.112,25 euros, dont le siège social est à Paris (75017), 42, avenue de la Grande Armée, identifiée sous le numéro 404 130 726 RCS Paris,

Etant précisé qu'il n'y a pas lieu d'augmenter le capital de la société au titre de cette fusion, la société étant propriétaire de la totalité des actions composant le capital de l'absorbée.

6.2 Capital social

Le capital social de la société s'élevait à la somme de 28.679.982 euros. Il était divisé en 14.339.991 actions de 2 euros chacune de valeur nominale, toutes entièrement libérées.

L'assemblée générale extraordinaire des associés tenue le 22 mai 2006 a décidé de réduire le capital de la société d'un montant de 20.075.987,40 euros, le ramenant ainsi de 28.679.982 euros à 8.603.994,60 euros pour cause de pertes.

L'assemblée générale extraordinaire des associés tenue le 22 mai 2006 a ensuite décidé d'augmenter le capital de la société d'un montant de 2.158.946,40 euros, assorti d'une prime d'émission de 57.841.052,65 euros, le portant ainsi de 8.603.994,60 euros à 10.762.941 euros.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Paris du 3 mai 2006, la société MOYDOW LIMITED GHANA a fait apport de la pleine propriété de 60.000 actions de classe A de la société RANK MINING COMPANY LIMITED (Ghana), société de droit ghanéen au capital de 3.009.216 dollars américains dont le siège social est situé au Ghana , C825/26 Lagos Street, East Legon Accra.

L'assemblée générale extraordinaire des associés tenue le 22 mai 2006 a approuvé l'apport en nature susvisé et a augmenté le capital de la société d'une somme de DEUX MILLIONS CENT QUATRE VINGT DOUZE MILLE SEPT CENT SOIXANTE NEUF Euros et SOIXANTE Centimes (2.192.769,60 €) au moyen de l'émission de 3.654.616 actions de soixante centimes d'euro (0,60 €) de valeur nominale chacune, assorties d'une prime d'apport d'un montant total de 58.747.230,40 euros, intégralement attribuées à la société MOYDOW LIMITED GHANA.

En conséquence, le capital social s'élève à la somme de 12.955.710,60 euros. Il est divisé en 21.592.851 actions de 0,60 euro chacune de valeur nominale, toutes entièrement libérées.

A la date des présentes, ces actions sont réparties entre les associés de la manière suivante :

- NEWMONT INTERNATIONAL GROUP BV	14.332.218 actions
- NEWMONT MINING CORPORATION	3.606.017 actions
- MOYDOW GHANA LIMITED	3.654.616 actions

ARTICLE 7 - AUGMENTATION OU REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit en vertu d'une décision collective des associés suivant les modalités prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS - DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

8.1 Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en comptes individuels tenus par la société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi. Elles sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut-être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

8.2 Droits attachés aux actions

Les droits attachés aux actions sont identiques, dans les conditions stipulées aux présents statuts. En particulier, chaque associé a vocation aux bénéfices distribués et au boni de liquidation, en proportion de ses droits dans le capital social.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la société sont négociables dans le cadre des dispositions du présent article. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement effectué sans délai par la société du compte individuel du cédant au compte individuel du cessionnaire, sur production par le cessionnaire d'un ordre de mouvement signé par le cédant.

TITRE III

DIRECTION ET ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 10 - PRESIDENT, DIRECTEUR GENERAL

10.1 Désignation et révocation du Président et du Directeur Général

10.1.1. La Société a un Président, personne physique ou personne morale, désigné dans les conditions exposées ci-dessous. Le Président a essentiellement en charge la représentation de la société à l'égard des tiers, la définition, en relation avec le conseil d'administration, des orientations stratégiques de la société et des modalités de son développement. Le Président personne morale peut être choisi en dehors des associés, il est alors représenté par son représentant légal. Les dirigeants de la personne morale-Président encourront alors les responsabilités visées à l'article L227-7 du Code de Commerce.

Le Président est nommé par les associés conformément aux dispositions de l'article 23 ci-dessous pour des nouveaux mandats de trois ans renouvelables sans limitation. Le Président peut être révoqué et remplacé à tout moment dans les mêmes formes et conditions que celles stipulées pour sa nomination.

10.1.2. La société a également un Directeur Général, plus spécifiquement en charge de la gestion et de l'administration quotidiennes de la société et de la coordination des activités d'exploration et d'exploitation. Le Directeur Général est, conformément à l'article 432.6 du Code du Travail,

l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits définis par ce même article. Le Directeur Général est nommé par le conseil d'administration décidant à la majorité des deux tiers pour des mandats de trois ans renouvelables sans limitation. Le Directeur Général peut être révoqué et remplacé par le Conseil d'Administration.

10.2. Pouvoirs du Président et du Directeur Général

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs réservés par la loi et les présents statuts au conseil d'administration ou à l'assemblée des associés en vertu des articles 11.5 et 12 ci-dessous.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le Président pourra notamment effectuer les opérations suivantes sans avoir à solliciter l'autorisation préalable du conseil d'administration ou des associés.

- acquérir ou céder tout élément d'actif d'une valeur comptable inférieure ou égale à quatre virgule cinq (4,5) millions d'euros
- engager ou mettre en place le financement d'un investissement d'un montant maximum de trois (3) millions d'euros,
- contracter tout emprunt d'un montant nominal inférieur ou égal à trois (3) millions d'euros, à condition toutefois que celui-ci ne soit pas assorti d'une sûreté réelle portant sur un ou plusieurs actifs de la société,
- consentir tout prêt, crédit, avance, caution, aval ou garantie au nom de la société, dans la limite maximale de trois (3) millions d'euros par opération, ou dans la limite globale annuelle de sept virgule six (7,6) millions d'euros, et
- engager tout cadre ou salarié.

A l'égard des tiers, le Directeur Général dispose des pouvoirs définis par le Conseil d'Administration en accord avec le Président, dans la limite des pouvoirs reconnus par les présents statuts au Président.

10.3 Rémunération - Contrat de Travail

Les rémunérations respectives du Président et du Directeur Général sont fixées par le conseil d'administration conformément aux règles de majorité stipulées à l'article 11.5.2. des présents statuts.

ARTICLE 11 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

11.1 Rôle - Compensation

11.1.1. Le Conseil d'administration a compétence pour prendre les décisions énumérées à l'article 11.5 ci-dessous ainsi que toute autre décision que le Président choisira de lui soumettre.

11.1.2. Le Conseil d'administration est composé de 5 membres. Les administrateurs sont des personnes physiques ou morales associés ou non. Le Président est membre de droit du conseil d'administration. Le Directeur Général assiste aux réunions du conseil d'administration. Il peut participer aux débats, sans voix délibérative s'il n'est pas également administrateur.

11.1.3. Les associés pourront désigner, simultanément, un nombre d'administrateurs suppléants égal au nombre d'administrateurs titulaires devant être désignés en application du paragraphe

précédent. Ces désignations seront effectuées conformément aux dispositions de l'article 23 ci-dessous.

Les administrateurs suppléants pourront être remplacés ou révoqués à tout moment par notification des associés conformément à l'article 23 ci-dessous.

11.1.4. Les personnes morales-administrateurs sont représentées aux délibérations du conseil d'administration par un représentant permanent ayant pouvoir à cet effet, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était membre en son nom propre. A tout moment, une personne morale associée peut décider de changer de représentant permanent en le notifiant à la société conformément à l'article 23 ci-dessous.

11.2 Nomination - Révocation

Les membres du conseil d'administration sont nommés par les associés conformément à l'article 11.1.2. ci-dessus pour des mandats de six ans renouvelables indéfiniment.

Un membre du conseil peut être révoqué et remplacé à tout moment par l'associé qui l'a désigné en application de l'article 11.1.2. Toute révocation est effectuée conformément à l'article 26 des présents statuts. Le cas échéant, les personnes morales membres du conseil sont considérées démissionnaires d'office le jour où, associés, elles cessent de remplir les conditions visées à l'article 227-3 du Code de Commerce, ou au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à leur encontre.

11.3 Rémunération - Contrat de Travail

La rémunération des membres du conseil d'administration est fixée par le conseil d'administration sur proposition du Président. Les membres du conseil d'administration pourront cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail. Le contrat de travail pourra être préexistant ou consenti par le Président après la nomination en qualité de membre du conseil d'administration.

11.4 Convocation - Modes de décision

Les membres du conseil d'administration sont convoqués à une réunion du conseil d'administration par le Président ou par tout membre du conseil d'administration dûment habilité à cet effet par le Président. La convocation est adressée à tous les membres du conseil. Elle peut être effectuée par tout moyen écrit mentionnant les sujets devant notamment être abordés lors de la réunion. La réunion peut se tenir en tout lieu et sans délai. A défaut d'accord entre les membres quant au lieu de réunion, celle-ci se tient au siège social. Au terme de la réunion, le Président fait rédiger un procès-verbal. Celui-ci est signé par deux membres du conseil d'administration puis consigné dans un registre côté et paraphé conservé au siège social.

Les décisions par consentement écrit des membres du conseil d'administration sont autorisées. Elles sont signées par un nombre d'administrateurs ou de suppléants au moins égal au quorum résultant de l'article 11.5 ci-dessous. Les signatures peuvent être recueillies par tout moyen et figurer sur des documents distincts, en langue française et en termes rigoureusement identiques, comportant au minimum les mentions suivantes : texte des résolutions adoptées, identité des administrateurs signataires, lieu et date de signature (la date du dernier document permettant d'atteindre le quorum et la majorité requis étant retenue comme date d'adoption de la résolution).

11.5 Quorum - Majorité - Pouvoirs

11.5.1. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer qu'en présence d'au moins 3 administrateurs ou suppléants.

11.5.2. Les décisions suivantes sont de la compétence exclusive du conseil d'administration et sont adoptées à la majorité des membres présents ou représentés.

- l'acquisition, la cession, l'apport ou la disposition (sous quelque forme que ce soit) d'un élément d'actif d'une valeur comptable supérieure à quatre virgule cinq (4,5) millions d'euros ;
- le financement ou la mise en place d'investissements d'un montant individuel supérieur à trois (3) millions d'euros,
- la création, la transformation ou la liquidation de toute filiale,
- la création ou liquidation de succursales, agences, bureaux ou autres établissements distincts, tant en France qu'à l'Etranger,
- la conclusion d'emprunts d'un montant nominal individuel supérieur à trois (3) millions d'euros, ou de tout emprunt assorti d'une sûreté réelle portant sur un ou plusieurs actifs de la société,
- l'octroi et la mainlevée de toutes sûretés portant sur les actifs de la société,
- la conclusion ou l'octroi de tout prêt, crédit, avance, caution, aval ou garantie consenti par la société, d'un montant individuel supérieur à trois (3) millions d'euros, ou excédant un montant annuel de sept virgule six (7,6) millions d'euros,
- l'adhésion de la société à un groupement d'intérêt économique ou à toute forme d'association ou de société pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société,
- l'approbation des plans d'exploitation et plans et budgets annuels et leur actualisation,
- la mise en bourse d'une filiale et
- la fixation des rémunérations respectives du Président et du Directeur Général ;

11.5.3. Toute autre décision soumise au conseil d'administration par le Président est adoptée par le conseil à la majorité simple des membres présents ou représentés.

11.5.4. Tout administrateur peut se faire représenter lors d'une réunion ou d'une consultation du conseil d'administration par un autre administrateur ou par son suppléant désigné en application de l'article 11.1.3 ci-dessus qui disposera alors des mêmes droits et prérogatives qu'un administrateur titulaire. Chaque administrateur ou administrateur-suppléant ainsi désigné peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats confiés à un autre administrateur peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou courrier électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 12 - COMPETENCE DES ASSOCIES

12.1. Les associés délibérant collectivement sont seul compétents, à peine de nullité, pour prendre les décisions suivantes, dans les conditions de majorité fixées à l'article 13 ci-dessous :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des bénéfices
- les fusions, scissions, ou apports partiels d'actifs affectant la société
- la transformation de la société ou sa dissolution,
- la définition de la politique de distribution de la société et la mise en paiement de tout dividende ou acompte sur dividende, et
- la nomination des commissaires aux comptes.

12.2. Les associés sont également seuls compétents, à peine de nullité, pour prendre les décisions relatives à la modification des statuts (et notamment de l'objet social, des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions et aux conditions de cession des actions), mais à l'exclusion des conséquences des décisions résultant de l'article 12.1 ainsi que toute décision relative aux augmentations, amortissements ou réduction de capital affectant la société ou ses filiales.

12.3. Les associés délibèrent enfin sur tout autre sujet relevant de leur compétence en application de la loi ou qui leur est soumis par le ou les auteurs d'une convocation dûment adressée en application des présents statuts, et qui ne soit pas de la compétence spécifique du conseil d'administration en application des présents statuts.

Les délibérations prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés.

ARTICLE 13 - DECISIONS DES ASSOCIES - QUORUM - MAJORITE

13.1 Quorum - Majorité

13.1.1. Les associés sont représentés à l'assemblée par leur représentants permanents ou tout autre mandataire dûment habilité à cet effet. La désignation des représentants permanents est effectuée conformément à l'article 23 des présents statuts.

13.1.2. Les associés ne peuvent valablement délibérer, sur première convocation, que si les associés représentés totalisent au moins cinquante et un pour cent des actions composant le capital social de la société. A défaut de quorum, la réunion est immédiatement ajournée et une seconde réunion est convoquée dans les mêmes conditions.

13.1.3. Chaque associé dispose en assemblée d'un nombre de voix égal au nombre d'actions dont il est propriétaire dans le capital de la société au jour où se tient l'assemblée. Les décisions des associés sont adoptées à la majorité.

13.2 Délibérations - Fonctionnement

13.2.1. Convocation - Information des associés

(a) Les associés doivent se réunir au moins une fois par an, sur convocation du Président ou du Conseil d'Administration, pour approuver les comptes annuels dans les formes et conditions prévues par la loi, et ce dans les six mois suivant la clôture de l'exercice social. Ils se réunissent par ailleurs, à l'initiative du Président, du conseil d'administration, ou de tout associé ou groupe d'associés propriétaire d'au moins 10 % des actions composant le capital de la société, sur convocation écrite faisant état de l'ordre du jour ainsi que du lieu, du jour et de l'heure de la réunion et du texte des résolutions proposées.

La convocation est adressée à tous les associés. Elle est effectuée par tout moyen écrit.

(b) Les commissaires aux comptes de la société ou un mandataire de justice peuvent également convoquer une assemblée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

(c) L'ordre du jour peut-être modifié en cours d'assemblée à la demande de tout associé, et sur décision unanime des associés représentés.

(d) Les informations et documents habituellement adressés aux associés d'une société anonyme, ou tenus à leur disposition au siège social dans le cadre de la préparation de l'assemblée ordinaire annuelle chargée d'approuver les comptes, sont adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social dans les conditions prévues par l'article L227-1 du Code de Commerce. Le cas échéant, les documents émanant du Conseil d'Administration d'une société anonyme sont, *mutatis mutandis*, préparés et adressés (ou tenus à disposition) par le Président et le Directeur Général.

Tout associé peut en outre demander au Président ou au Directeur Général que lui soit communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

13.2.2. Modes de délibération

Les décisions des associés sont adoptées soit (a) en assemblée réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit (b) par consentement écrit, conformément aux dispositions ci-dessous :

(a) Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital de la société, à toute fusion, scission, apport partiel d'actifs ou apport affectant la société, à la transformation, la prorogation ou la dissolution de la société, au transfert de son siège social, à la nomination des commissaires aux comptes, à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, à la définition de la politique de distribution de la société et à la mise en paiement de tout dividende ou acompte sur dividende.

(b) Les décisions par consentement écrit des associés sont autorisées dans tous les autres cas. Elles sont signées par au moins un représentant d'un associé (ou son mandataire). Les signatures peuvent être recueillies par tout moyen et figurer sur des documents distincts préparés en langue française et en termes rigoureusement identiques et comportant au minimum les mentions suivantes : texte des résolutions adoptées, identique de l'associé (et de son représentant) signataire, lieu et date de signature (la date du dernier document permettant d'atteindre le quorum et la majorité requis étant retenue comme date d'adoption de la résolution).

13.2.3. Présidence

L'assemblée est présidée par le Président ou en son absence par un associé désigné par l'assemblée. Les associés représentés émargent la feuille de présence.

13.2.4. Représentation - Pouvoirs

Tout associé peut se faire représenter lors d'une assemblée par un autre associé (ou son représentant permanent ou le mandataire de celui-ci). Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou télex. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

ARTICLE 14 - PROCES-VERBAUX

14.1. Toute décision collective des associés, quel qu'en soit le mode d'adoption, est constatée dans un procès-verbal en langue française signé par un représentant permanent d'au moins un associé représenté et reportée sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées tenus au siège social de la société.

14.2. Les procès-verbaux indiquent le mode de délibération, la date de délibération, les associés représentés ou absents (et toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations), le texte des résolutions soumises au vote des associés et, sous chaque résolution, le sens du vote des associés (adoption ou rejet), le nombre de voix obtenues et les éventuelles remarques dont la consignation aura été demandée par l'un ou l'autre des associés.

14.3. Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, le Directeur Général ou un mandataire dûment habilité à cet effet. Après dissolution de la société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leurs fonctions conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Le ou les commissaires aux comptes sont nommés par décision des associés prise à la majorité définie à l'article 13.1. des présents statuts.

TITRE VI

COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

Toutefois et par exception, l'exercice ouvert le 1^{er} juillet 2001 prendra fin le 31 décembre 2002.

ARTICLE 17 - INVENTAIRE - COMPTES ET BILAN

Il est tenu une comptabilité des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce. A la clôture de chaque exercice, le Président établit le bilan des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, le compte de résultat ainsi que l'annexe complétant et commentant les informations données dans le bilan et le compte de résultat. Il établit également le rapport de gestion sur la situation de la société pendant l'exercice écoulé.

L'ensemble de ces documents est mis à la disposition des commissaires aux comptes et des associés dans les conditions légales.

ARTICLE 18 - FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social. Il prend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est inférieure à ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire. Ce bénéfice peut-être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leurs appartenant.

Les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut-être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital effectivement souscrit à cette date, augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut-être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existent, sont après l'approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 19 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont autorisées conformément à l'article 12.1 ci-dessus par décision collective des associés.

La mise en paiement des dividendes en numéraires doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice. Le versement de dividendes en nature est autorisé. Il est décidé dans les mêmes conditions.

La distribution d'acomptes sur dividendes, en nature ou en numéraires, est possible à tout moment, dans les conditions légales et réglementaires applicables.

TITRE VII

PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 20 - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître des pertes, consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Il y aurait lieu à dissolution de la

société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la majorité simple des associés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Sous réserve des dispositions de l'article L224-2 du Code de Commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 21 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision unanime des associés délibérant collectivement.

Si le capital de l'une des sociétés associées était réduit à un montant inférieur au montant fixé par l'article L224-2 du Code de Commerce pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou à la contre-valeur en euros de ce montant, la société associée concernée devrait, dans les six mois suivant la constatation de cette situation, le porter à ce montant ou céder ses actions à une société remplissant cette condition, et ce dans les conditions fixées par les statuts.

A défaut de régularisation dans ce délai, la société devrait se dissoudre ou se transformer en société d'une autre forme.

La dissolution peut également être demandée en justice par tout intéressé ou par le ministère public. Le tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six mois pour que la société associée augmente son capital. Il ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond la régularisation a eu lieu.

La dissolution peut en outre être prononcée par décision de justice à la demande de tout intéressé, lorsque le nombre des associés est réduit à moins de deux depuis plus d'un an. Dans ce cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si le jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

La dissolution met fin aux fonctions du conseil d'administration et du Président. Les commissaires aux comptes conservent leurs mandats. Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale. Les associés qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur et aux présents statuts. La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination doit alors être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés au tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation, dans les conditions des statuts. Le produit net de la liquidation, après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever au cours de la vie sociale ou au cours de la liquidation de la société, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes au sujet des affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents eu ressort du siège social.

TITRE IX

ARTICLE 23 NOMINATIONS - REVOCATIONS

Toute nomination, désignation ou révocation quelconque effectuée en application des présents statuts (et notamment des articles 10,11 et 13) sera effectuée par son auteur, par tout moyen écrit confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la société (avec copie aux autres associés), précisant notamment l'identité de la ou des personnes désignées, révoquées ou remplacées, la date de prise de fonction ou de révocation (cette date ne pouvant être antérieure à la date de réception de cette notification par tout moyen écrit). Toute décision de révocation devra comporter le nom de la personne désignée en remplacement de celle qui est révoquée.

Il est précisé que la limite d'âge prévue à l'article L 225-48 et L 225-54 du Code de Commerce est, d'accord entre les parties, fixée à soixante cinq (65) ans.

Fait à Paris, le 13 juin 2006

Thierry Kaïoun
Directeur Général